

L'Empire contre-attaque

Stephen Harper, les médias et le politique

Éric Martin

Volume 54, Number 1 (297), Fall 2012

Que conservent les conservateurs ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/67938ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Martin, É. (2012). L'Empire contre-attaque : Stephen Harper, les médias et le politique. *Liberté*, 54(1), 15–17.

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE

STEPHEN HARPER, LES MÉDIAS
ET LE POLITIQUE

De leur propre aveu, les conservateurs préfèrent l'action à la parole. D'ailleurs, il ne fait pas bon leur demander de s'expliquer. Quand la politique-spectacle court-circuite la tribune de presse.

ÉRIC MARTIN

DÉPUIS SON ARRIVÉE au pouvoir en 2006, le gouvernement conservateur de Stephen Harper a instauré un contrôle de l'information d'une ampleur sans précédent dans l'ennuyeuse histoire de la politique fédérale canadienne. Pour ce gouvernement, en effet, l'information n'est pas une denrée démocratique, mais un outil de contrôle social. Il filtre les renseignements au compte-gouttes, les journalistes sont traités comme du bétail tandis que les fonctionnaires sont enfermés derrière un nouveau rideau de fer.

Quant à l'information qui finit par filtrer, elle est formatée. Les symboles traditionnels passent à la moulinette révisionniste et sont réusinés pour cadrer avec l'image de puissance à l'américaine que veut projeter le Parti conservateur dans toutes ses salves communicationnelles. Rappelons qu'avant d'être associées au monde très rose du marketing, les relations publiques, à l'origine, ont été développées en temps de guerre, et portaient le nom de « propagande ». Chez Harper, le « PR » retrouve ses racines et prend la forme d'une opération de contrôle de l'information, d'une guérilla de l'image menée en temps de paix contre la population, de même que les institutions démocratiques.

Sous Jean Chrétien, rappelez-vous, on parlait du Canada comme d'un *friendly dictatorship*. Avec Harper, le côté amical a sauté. Le pouvoir n'est plus redevable de qui que ce soit. Il ne parle plus; il tonne. Il n'a plus

à rendre de comptes : nous exerçons le pouvoir, et nous vous permettons seulement d'assister au spectacle de notre démonstration de force. L'espace public est ainsi « reféodalisé », comme le disait Habermas. Le pouvoir néoféodal du Parti conservateur ne cherche pas à obtenir la légitimité démocratique à travers la publicité critique : le symbolique est pour lui uniquement l'instrument de démonstration de son autorité, placée au-dessus de toute mise en discussion.

Ce néo-autoritarisme s'articule autour de l'insistance sur la répression de la criminalité, du refus du moment politique et de l'invocation de la nécessité économique comme prétexte à court-circuiter la démocratie. Par exemple, en mars 2011, le général Harper a prévenu la population qu'il serait « dangereux pour l'économie de forcer la tenue d'élections générales ». « Nous ne pouvons pas, avait-il expliqué, nous permettre de détourner notre attention de l'économie et de nous lancer dans une série de jeux politiques inutiles ou dans une campagne électorale qui serait opportuniste, inutile et que personne ne réclame. » Faire des élections est inutile quand il y a plus important à faire : pourchasser les contrevenants qui menacent la pureté du corps social et le fonctionnement bien huilé des mécaniques qui permettent l'accumulation capitaliste. La nouvelle monarchie néoconservatrice combine sans gêne l'absolutisme féodal avec le capitalisme postmoderne. Et gare à qui lui demandera de s'expliquer. L'Empire ne cause pas, il frappe.

LA PAROLE MISE AU PAS

Jamais gouvernement canadien ne s'était-il autant attiré les foudres des journalistes. Ceux-ci, pourtant, ne sont plus une espèce très militante, libéralisme et objectivité obligent. Il fallait donc que le gouvernement Harper bouleverse profondément les habitudes de la tribune de la presse pour que les gratte-papiers délaissent leur flegme ordinaire et montent aux barricades.

En juin 2010, plusieurs présidents et présidentes d'associations de journalistes ou de tribunes de la presse provinciale et fédérale signent donc une lettre dans *Le Devoir* intitulée « L'information sous Stephen Harper : de la transparence à la propagande », affirmant que le contrôle de l'information exercé par le gouvernement est devenu une « véritable menace au droit du public à l'information ». Les fonctionnaires, disent-ils, ne peuvent plus parler. Les demandes d'accès à l'information sont refusées, les rapports caviardés. Par exemple, le 27 juin 2010, le bureau du ministre Christian Paradis donne l'ordre d'empêcher la Presse Canadienne d'accéder à un rapport annuel sur le portefeuille immobilier du ministère des Travaux publics.

De plus, toute demande à un ministère est redirigée à un relationniste qui semble avoir pour mission d'en dire le moins possible. Les reporters doivent maintenant s'inscrire sur une liste pour poser des questions

au premier ministre. C'est l'attaché de presse qui choisit qui parlera, et combien de questions il posera. Certains événements sont tenus à huis clos. On envoie par la suite des photos ou vidéos promotionnels plutôt que de laisser photographes et cameramen faire leur travail.

Comme si ce n'était pas suffisant, le Parti

royale canadienne». En mai, à la demande du ministre Baird, deux tableaux d'Alfred Pelland ont été enlevés du hall d'entrée au ministère des Affaires étrangères pour faire place à un portrait de Sa Majesté.

En octobre 2011, une sénatrice conservatrice, Nicole Eaton, a appelé à modifier l'emblème officiel du Canada, le castor, un animal

bien fonctionner pour le premier ministre. Dépeint, comme le disait Norman Spector, en «dictateur autocratique», Harper n'en a pas moins été réélu et son gouvernement est devenu majoritaire. Cela est bien malheureux, mais la droite populiste bénéficie énormément de l'insécurité et de la précarité qu'induit la crise capitaliste globale. La société entre ainsi dans une «dialectique du pire», où même les immigrants et les pauvres en viennent à rechercher la fermeté d'un gouvernement aux penchants autoritaires. Ainsi, un gouvernement qui a adopté une attitude de mépris, et qui aurait dû en payer le prix, s'en trouve au contraire favorisé. La démonstration de force spectaculaire qu'il offre, et qui n'appelle aucune mise en discussion réfléchie de ses politiques ou du monde qu'il façonne, ne fait pas l'objet d'un rejet violent de la part de ceux dont la parole est écrasée ou à qui on refuse toute autonomie. Au contraire, la virile assurance du pouvoir suscite l'identification immédiate, sentie, au point de vue du «guide» Harper. Le *wedge politics* à son meilleur : on ne gouverne pas pour faire consensus, mais pour cultiver la division sociale et se faire réélire comme sauveur : Jean Charest a retenu la leçon.

Nous exerçons le pouvoir, et nous vous permettons seulement d'assister au spectacle de notre démonstration de force.

conservateur accrédié les blogueurs conservateurs au même titre que les journalistes professionnels. Cette stratégie s'inscrit plus globalement dans une tentative de produire un message qui ne circulera pas à travers des médias accessibles au public, mais prendra plutôt la forme de discours partisans relayés par des têtes de pont loyales au parti. Cette attitude a fait en sorte que le bureau du premier ministre, sous la houlette de Dimitri Soudas, s'est mis, durant la campagne électorale, à filtrer les profils Facebook des étudiants et étudiantes qui s'étaient inscrits pour assister à un rassemblement conservateur dans une université à London, en Ontario. Une étudiante a été expulsée de l'événement parce qu'elle avait été prise en photo avec Michael Ignatieff lors d'un autre rallye. Le message est clair : le Parti conservateur ne parle qu'à ceux qui sont déjà d'accord. *With us or against us*.

En mars 2011, le «gouvernement du Canada» a changé son nom pour le «gouvernement Harper» dans tous les communiqués officiels émis par les ministères des Pêches et Océans, des Finances, du Commerce international, de la Santé et par le Conseil du Trésor, une forme de personnalisation de l'administration gouvernementale. Harper poursuit dans la même lancée quand, en septembre 2011, il ordonne aux ambassades d'afficher le portrait de la reine Élisabeth II. L'armée a repris les appellations de «Marine royale canadienne» et d'«Aviation

«has-been» : «C'est un rat, un gros rat, a-t-elle déclaré. Nous passons l'été sur une baie et nos quais sont détruits chaque hiver par les castors.» Pour la sénatrice, l'ours polaire serait un bien meilleur choix, puisqu'il incarne la force, le courage, la dignité, qui correspondraient beaucoup mieux à «l'esprit de la nation» que le rongeur à queue plate. Outre le ridicule de l'affaire, on voit bien dans quelle perspective les conservateurs perçoivent leur fonction à Ottawa : changer le langage, les symboles, les emblèmes pour véhiculer une certaine représentation idéologique qui valorise la monarchie, l'armée, l'intervention militaire, les valeurs étasuniennes, etc.

Il faut ajouter à cette liste non exhaustive la création, à la suite d'une rencontre entre Harper et Rupert Murdoch, d'une chaîne semblable à FOX News, nommée SUN TV News, dirigée par l'ancien directeur des communications du bureau du premier ministre, Kory Teneycke, et affiliée à Quebecor. Et que dire des groupes féministes ou écologistes dont on coupe les fonds parce qu'ils ne cadrent pas dans le discours du gouvernement : «Si nous dépensons sur des organisations qui font des choses contraires à la politique du gouvernement, je crois que c'est un usage inapproprié des fonds publics et nous chercherons à l'éliminer», explique Harper.

Le problème de la stratégie du gouvernement Harper, qui suscite beaucoup de critiques, et même de haine, chez les journalistes, c'est qu'elle semble pour le moment très

LA NOUVELLE MONARCHIE CONSERVATRICE

Ce n'est pas d'hier que la politique canadienne vit une tension entre l'exigence démocratique, qui veut que le gouvernement soit responsable ou redevable, et une autre tendance, plus centralisatrice, qui concentre le pouvoir entre les mains du bureau du premier ministre et d'une minorité de conseillers triés sur le volet. Dans le cas de Harper, cette tendance «monarchisante» se couple, nous l'avons vu, avec un usage instrumental et propagandiste de la communication et des symboles.

La perte de pouvoir des ministres et la centralisation du pouvoir dans le bureau du premier ministre (PMO) se sont amorcées sous Trudeau, et renforcées sous Mulroney et Chrétien. On pourrait dire qu'elles se sont achevées sous Harper. Ce qu'on appelle le «*court government*», et qui désigne la concentration du pouvoir autour de la figure du PM et de quelques conseillers clés, ne date pas d'hier. Lorsqu'un enjeu devient important dans les médias de masse, par exemple, ou menace l'unité canadienne, le bureau du PM peut s'en saisir et court-circuiter le processus normal de prise de décisions pour s'assurer d'obtenir des résultats rapides, selon les fluctuations de l'actualité.

Selon Donald Savoie, professeur à

l'Université de Moncton, ce sont les médias qui déterminent l'importance publique d'un enjeu. Or, comme ceux-ci tendent à personnaliser les débats en se concentrant sur les chefs de parti, cela induit en retour une pression vers le contrôle de l'image qui donne aux politiciens ce discours de « cassette » ou cette « langue de bois » bien connue et insupportable. Les appareils du pouvoir en viennent à développer une stratégie de formage du message et de réaction rapide qui exige que le pouvoir soit concentré aux plus hauts niveaux, ce qui signifie inévitablement la réduction du pouvoir de la base : des gains en capacité opérationnelle ou organisationnelle sont réalisés en diminuant la démocratie, la participation, la « transparence ». Lorsqu'il faut réagir à un reportage de Radio-Canada sur un pont qui s'écroule, on n'a pas vraiment le temps de consulter la base du parti, et on choisit souvent de ne même pas informer le cabinet. On ne légitime pas sa politique à partir d'arguments rationnels. On agit, tout simplement, par pur décisionnisme. On peut ajouter que la globalisation capitaliste, la volatilité des marchés, l'économicisme généralisé, la négociation d'accords commerciaux au sommet sont d'autres facteurs qui favorisent la centralisation de la prise de décisions, le contrôle du message, la spectacularisation du geste politique.

Tout cela n'est guère nouveau. Ni la tendance à la personnalisation du politique autour de la personnalité des chefs de parti ou du PM, ni la tendance à la centralisation du pouvoir dans le PMO. Ce qui est nouveau, cependant, c'est cette impression que toute tension entre la politique-spectacle et le processus démocratique tend à être éliminée sous l'empire Harper. On a l'impression qu'auparavant, malgré l'existence d'une tendance au *court government*, on se gardait une petite gêne, et on essayait de faire bonne impression auprès des journalistes, de faire preuve d'ouverture, etc. Il semble que le gouvernement Harper ait décidé d'assumer pleinement le cynisme latent qui couvait dans les officines des bureaux de relations publiques gouvernementales.

Or, l'essence même de l'activité politique repose sur une mise en discussion, sous les yeux du commun, des normes et principes qui sont réputés orienter l'action et la pratique sociales. C'est donc dire que la politique est cette action qui a pour support le discours, la parole, les symboles, et qui n'est rendue possible que dans le cadre d'un débat public, lui-même appuyé sur un ensemble d'institutions et de normes. On pourrait appeler cela « le » politique, qui en est la condition préalable. Mais que se passe-t-il quand le parti au pouvoir considère que son autorité

n'a pas à rendre de comptes ou à obtenir de légitimité? Quand la communication et le discours se réduisent au marketing le plus opportuniste ou clientéliste, et quand la politique elle-même devient moins importante que la gestion de l'économie, de l'armée, des affaires courantes?

Ce gouvernement combine ainsi le pire de

will be left to just study what we do.» Nous sommes les États-Unis, nous sommes l'empire, nous créons le réel et son mouvement (il faudrait dire ici : nous épousons le mouvement d'autovalorisation de l'argent); pendant ce temps, vous, vous étudiez la réalité que nous avons produite. Nous n'interpellons pas votre faculté de juger, nous n'étu-

Sous Jean Chrétien, rappelez-vous, on parlait du Canada comme d'un *friendly dictatorship*. Avec Harper, le côté amical a sauté.

la gestion managériale, du marketing spectaculaire marchand, du capitalisme et du militarisme avec un conservatisme social d'inspiration traditionaliste. Il estime incarner une position morale forte qui n'a pas besoin de se défendre dans le cadre relativiste et libéral du débat politique. Il coupe les fonds et les vivres des groupes de femmes, des groupes de défense des droits ou des organisations qui viennent en aide à la Palestine. Il défend les USA, la guerre, les sables bitumineux, s'oppose à la signature de traités environnementaux... Et tout cela sans estimer devoir se justifier à qui que ce soit. Nous en arrivons donc à cette situation extrêmement cynique : un parti qui méprise l'activité politique, les institutions et la démocratie exerce le pouvoir. Il utilise les ressorts déjà en place lui permettant de régner comme au temps des borbons, et personne ne peut rien faire, hormis peut-être signer des lettres ouvertes de protestation dans les journaux avec quelques collègues journalistes pour évoquer avec nostalgie la période où le roi accordait encore audience.

Il faut se rappeler ici la savoureuse phrase de Karl Rove, le directeur des communications de George Bush : « We're an empire now, and when we act, we create our own reality. And while you're studying that reality – judiciously, as you will – we'll act again, creating other new realities, which you can study too, and that's how things will sort out. We're history's actors... and you, all of you,

dions pas « le réel » pour en tirer quelque information sur la façon dont nous devrions nous comporter. « À quoi bon étudier le réel quand on le fait? », disait Michel Freitag. À quoi bon traiter avec les journalistes quand on peut faire le travail de communication nous-mêmes? À quoi bon se justifier quand on peut se contenter de faire?

Le problème est que « faire », dans le capitalisme, veut dire faire de l'argent en dégradant l'environnement et en présentant, par la propagande communicationnelle, ce programme comme garant de liberté et de prospérité pour tous. Les néoconservateurs ont ceci de particulier qu'ils ne conservent pas grand chose. Ils reculent en deçà de la démocratie libérale pour imposer un programme autoritaire qui, s'il reprend certaines thématiques conservatrices au plan moral, ne semble paradoxalement pas voir de problème dans la transformation de l'Alberta en Mordor à cause des sables bitumineux. On comprend alors le sens profond de leur conservatisme et de leur communication : un refus de reconsidérer la façon dont vont les choses. Lorsqu'on va vers le mur, la chose est pour le moins problématique. **L**

Journaliste et politologue de formation, Éric Martin est chercheur à l'IRIS (Institut de recherche et d'informations socio-économiques). Son dernier livre, *Université inc.*, en collaboration avec Maxime Ouellet, est paru chez Lux Éditeur en 2011.